



OBSERVATOIRE DU SAHEL



BURKINA FASO : ENTRE SECESSIONNISME ET DECLIN

AUTEUR :

MOUSSA BANHORO, est diplômé d'un Master en droits humains de l'ENAM/Ouagadougou et est, actuellement, le Chef du Service d'alerte précoce et de résolution des conflits communautaires du Secrétariat Permanent de l'Observatoire National de Prévention et de Gestion des Conflits Communautaires (SP-ONAPREGECC). Ses domaines d'expertise sont : consolidation de la paix, droits humains et droit international humanitaire.

COORDINATEUR SCIENTIFIQUE :

DR. LADJI OUATTARA, Directeur scientifique de l'Observatoire des enjeux géopolitiques, sécuritaires et socio-politiques du Sahel de Thinking Africa, enseignant à l'Université d'Evry (France) et à l'Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger).



Résumé

Cette note d'analyse tente de présenter la fébrilité de l'armée burkinabè. A l'instar d'autres armées africaines, elle éprouve des difficultés majeures lorsqu'il s'agit de contenir les attaques terroristes, de plus en plus violentes. Cela s'explique par le manque d'équipements adéquats et d'encadrement technique nécessaire pour affronter cette nouvelle guerre qui se mène sous forme de guérilla. Elle questionne également la coopération militaire, en soulignant qu'aucune coopération militaire ne peut aider une armée déstructurée. L'option la plus viable demeure la restructuration de l'armée à travers une programmation budgétaire conséquente qui assure l'encadrement technique des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et l'acquisition d'équipements modernes et performants (drones, hélico de combat, armes sophistiquées...). La note passe en revue les réponses apportées par les gouvernements successifs du Burkina Faso, sous fond de tâtonnement, car aucune d'entre elles n'a permis l'amélioration substantielle de la situation. Ensuite, elle met en exergue la désunion perceptible entre les différentes FDS sur le terrain. Or, un combat pour la restauration du territoire recommande une union sacrée entre les entités sécuritaires et militaires du pays. Enfin, elle présente les dangers qui se profilent à l'horizon, à moins que les autorités ne se réveillent et se donnent véritablement les moyens de gagner la guerre.

Contexte

Cette note d'analyse dépeint la situation sécuritaire du Burkina Faso. En effet, le pays est en passe de perdre plusieurs villes/communes, le nombre de Personnes Déplacée Interne (PDI) continu de croître, et les populations sont privées de leurs droits fondamentaux, entre autres, la protection de l'Etat, l'éducation, la santé, et un niveau de vie suffisant, du fait d'un isolement desdites villes/communes par les Groupes Armés Terroristes (GAT). Malheureusement, les réponses apportées par l'Etat restent inefficaces, et la situation ne s'est point améliorée depuis le début de la crise en 2016. Cela pose, avec acuité, les questions légitimes des populations relatives à la montée en puissance de l'armée, annoncée en grande pompe par les autorités, qui contraste avec la dégradation continue de la situation sécuritaire. Il est très urgent d'engager des réformes au sein de l'armée pour engranger des résultats utiles afin d'éviter le déclin.



Idées Majeures

- Le Burkina Faso a servi de base arrière à plusieurs groupes dissidents et rebelles, et subit de nos jours les effets retours de ces manœuvres déstabilisatrices.
- D'autres options que la coopération militaire existent pour assurer une montée en puissance de l'armée.
- Le Burkina Faso s'enlise dans la crise, avec davantage de massacres de populations civiles, une augmentation du nombre de déplacés forcés, la fermeture de plusieurs structures éducatives et sanitaires, et la détresse alimentaire des populations des zones sous blocus des GAT.
- Le Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration (MPSR) se détourne progressivement des objectifs du coup d'Etat, à travers l'absence de résultats tangibles, depuis son avènement en janvier 2022.
- La réconciliation nationale est engagée sous fond de promotion de l'impunité.
- La restauration du territoire doit passer par un encadrement technique et une dotation conséquente des FDS, et par l'adoption d'une stratégie mieux élaborée, avec une gestion saine des ressources allouées à la défense du territoire.

Problématique

L'armée du Burkina Faso est-elle au diapason de la lutte contre le terrorisme ? Pourquoi tant d'immobilisme et d'inertie au sommet de l'Etat face à une crise aussi profonde ?

Mots clefs : Burkina Faso, GAT, Insécurité, Armée, Isolement, Impunité.



INTRODUCTION

L'armée burkinabè a pendant longtemps été considérée comme l'une des plus structurées et coordonnées de la sous-région. Sous le règne du Président Blaise COMPAORE (1987-2014), elle a constitué la base arrière de plusieurs groupes dissidents ou rebelles. Ainsi, le nom du Burkina Faso est cité dans les projets de déstabilisations de plusieurs pays, dont le Libéria et la Sierra Leone dans les années 2000¹. Elle a par ailleurs été citée lors de la rébellion à partir de 2011 en Côte d'Ivoire, puis lors de la crise post-électorale de 2011² et plus récemment dans la crise malienne. En effet, au début de la crise malienne, le Président du Faso était désigné comme facilitateur, avec pour mandat, le retour de la paix au Mali. Pendant que son émissaire le Général Gilbert DIENDERE était sur le terrain, les chefs terroristes bénéficiaient des plus grandes largesses du régime Compaoré à Ouagadougou³ dont les villas dans le quartier luxueux de Ouaga 2000, les libertés de mouvement, des véhicules et autres moyens de transport.

Il est de coutume en Afrique, pour les différents pays qui ont servi de base arrière aux groupes dissidents ou rebelles, de subir les effets retours des manœuvres déstabilisatrices soutenues dans d'autres pays. A l'instar de la République Démocratique du Congo (RDC), qui a servi de base arrière aux rebelles de l'Angola et autres pays voisins sous le règne de Mobutu⁴, confrontée depuis 1998 au retour des flammes, le Burkina Faso fait face aux mêmes réalités. En effet, il subit de plein fouet ces dernières années, des crises multiformes, avec des impacts insoutenables sur les plans sécuritaire, politique et social. L'armée du Burkina Faso, dont les mérites ont été vantés depuis des lustres, éprouve d'énormes difficultés à s'adapter à cette nouvelle guerre qui se mène sous forme de guérilla. En raison de la dissimulation des combattants au sein de la population et de leurs méthodes peu militaires, cette armée peine à contenir les attaques terroristes répétitives et de plus en plus violentes. Lorsqu'elle subit de lourdes pertes suite à des attaques violentes, elle plie bagages, toute honte bue, quitte à abandonner les populations civiles à la furie des Groupes Armés Terroristes (GAT). A titre illustratif, le lendemain de l'attaque contre la gendarmerie de Seytenga, le jeudi 06 juin 2022 ayant fait 11 morts, l'armée (militaires

¹ « Le Burkina Faso accusé par l'ONU de trafic d'armes », Libération du 5 janvier 2001.

² Lire sur archives-ouvertes.fr, « Le Burkina Faso dans la crise ivoirienne : effets d'aubaine et incertitudes politiques »

³ Article de International Crisis Group du 5 mars 2018 intitulé « Inquiétante escalade de la violence jihadiste au Burkina Faso », l'article aborde les accords secrets entre le régime Compaoré et les terroristes.

⁴ Lire sur cairn.info, la persistance du conflit angolais entre 1991 et 2002.



comme gendarmes) s'est replié sur Dori, (chef-lieu de la région du Sahel) livrant les populations à un massacre de près de 80 civils dans la nuit du 11 au 12 juin 2022. Cela impose la nécessité d'engager des réformes pour une adaptabilité de l'armée à cette forme de guerre, à travers le renforcement de ses capacités opérationnelles.

Face à cette situation des plus périlleuses, la question de la coopération militaire est plus que d'actualité. Si les uns militent pour la diversité du partenariat, les autres estiment inopportune et inefficace une quelconque diversité du partenariat. Entre l'exemple malien qui, courageusement, a diversifié ses partenaires en faisant appel à la Russie et engrange des résultats probants, et celui nigérien, qui a renforcé son partenariat avec la France en préservant la quasi-totalité de son territoire, le Burkina Faso recherche difficilement l'équilibre. Deux options s'offrent à lui : soit le pays diversifie ses partenaires et lance l'assaut de la restauration du territoire, soit il établit un partenariat gagnant-gagnant avec la France pour le même résultat, régner en maître sur son territoire. Il est important de retenir qu'aucune coopération militaire, aussi bonne soit-elle, ne peut profiter à une armée déstructurée comme celle du Burkina Faso. Donc, une troisième option assurant une montée en puissance de l'armée, est celle qui vise la remobilisation des troupes et une réorganisation au sein de l'armée avec des dirigeants exemplaires, disposant d'une vision claire et d'une stratégie mieux élaborée pour la défense de la nation. Cette stratégie doit garantir à l'armée un encadrement technique adapté aux réalités du terrain et l'acquisition de moyens logistiques adéquats au profit de l'armée et ses supplétifs.

Faisant suite à la gestion chaotique de la crise sécuritaire marquée par des réponses inefficaces et inappropriées du Président Roch Marc Christian KABORE (Décembre 2015-Janvier 2022), un coup d'Etat est perpétré par des jeunes officiers de l'armée le 24 janvier 2022, portant à la tête de l'Etat, le Lieutenant-Colonel Paul Henri Sandaogo DAMIBA. Un coup de force légitimé par la population, car la majeure partie de celle-ci souhaitait ce changement, afin de donner un nouveau souffle à la lutte pour la sécurisation du territoire et la protection des personnes se trouvant sous la juridiction du Burkina Faso. Si l'arrivée du nouvel homme fort a suscité de l'espoir dans le cœur des Burkinabè, pensant avoir enfin leur « Thomas SANKARA », cet espoir s'estompe progressivement car, au regard des résultats du moment, seul le « Faso Danfani⁵ » a été remplacé par le « Treillis de l'armée » à Kossyam. De par la configuration de

⁵ Habit traditionnel du Burkina Faso



son Gouvernement et de l'Autorité législative de la Transition (ALT), ses orientations politiques et ses prises de décision, l'on se demande si les objectifs du coup d'Etat ne sont pas ailleurs que ceux annoncés, dont le principal est la restauration du territoire.

Ainsi, la présente note abordera trois points majeurs à savoir : la situation sécuritaire précaire du Burkina Faso, les réponses apportées par les gouvernements successifs et les conséquences en cas de faillite des réponses.

I. LA SITUATION SECURITAIRE PRECAIRE DU BURKINA FASO

La situation sécuritaire ne s'améliore guère depuis 2016. Elle se dégrade continuellement, au point où un burkinabè sur 10 est déplacé de force, une école sur 10 est fermée, et une personne sur 7 est en détresse alimentaire⁶. Le Burkina Faso a enregistré, entre 2015 et 2021, plus de 2000 morts, civils comme membres des Forces de Défense et de la Sécurité (FDS). Aussi, 1 902 150 Personnes Déplacées Internes ont été recensées à la date du 30 avril 2022 sur une population générale de 20 505 155 personnes⁷. Or, les violences perpétrées par les GAT s'amplifient avec des conséquences dramatiques. Ainsi, au cours des derniers mois, nous avons enregistré le massacre des populations civiles de Madjoari⁸, Seytenga, Sandiaba⁹, Bourasso¹⁰... La situation est exacerbée par le blocus imposé par ces derniers, sans oublier les mines qui rendent les voies d'accès à certaines localités du pays quasi-impraticables. L'armée, elle-même débordée par les mines artisanales, adopte l'option « Tous azimuts » qui consiste à se déplacer en pleine forêt afin d'éviter les engins explosifs. Pourtant, avec la saison pluvieuse, cette option devient aussi dangereuse que les mines.

⁶ Données du rapport de OCHA sur la situation sécuritaire de 2021 et du PUS notamment sa plateforme fragilites.gov.net

⁷ Recensement général des populations de 2019 disponible sur www.sig.bf

⁸ Commune de la province de la Kompienga, Région de l'Est : selon le Gouverneur de la Région, au moins 50 civils ont été tués par les GAT le 26 mai 2022

⁹ Village de la province du Koulpélogo, Région du Centre-Est : 8 civils tués le 28 juin 2022 alors qu'ils assistaient à un baptême

¹⁰ Commune de la province de la Kossi, Région de la Boucle du Mouhoun : dans la nuit du dimanche 3 au lundi 4 juillet 2022, au moins 22 personnes ont été tuées les GAT



L'isolement des communes

Depuis ce vendredi 15 juillet 2022, la Région du Sahel subit un processus continu d'isolement de la capitale Ouagadougou. En effet, l'accès à Bourzanga et Djibo via Kongoussi est quasi-impossible car les GAT ont dynamité le pont de Wousse, peu avant Bourzanga, ce qui entrave le trafic d'ailleurs périlleux sur ce tronçon. Idem pour Dori, car l'axe Kaya-Dori est devenu impraticable après le deuxième dynamitage du Pont de Naré, qui avait été endommagé pour la première fois le 30 juin 2022. Cela est illustratif de l'isolement de plusieurs localités du Burkina Faso qui sont sous le dictat des GAT. A l'exception des chefs-lieux de région, il est fortement déconseillé d'aller au-delà, au risque de subir la furie des groupes terroristes. Cette situation expose les populations desdites localités à une détresse alimentaire, à l'instar de celles de Kelbo, une commune de la province du Soum qui, des témoignages de certains militaires et activistes, faisaient bouillir la viande pour la manger à cause de l'indisponibilité des denrées de première nécessité dont le sel et l'huile. Il ressort des mêmes témoignages que l'armée partageait des rations avec les enfants pour éviter qu'ils ne consomment les feuilles comme certains adultes. Cela est dû à la dangerosité des voies d'accès de ces localités et les camions de ravitaillement sont contraints d'attendre une escorte de l'armée pour desservir les zones rouges en produits de première nécessité.

L'abandon des zones frontalières par les FDS

Le Burkina Faso ne contrôle plus ses frontières, notamment celles avec le Mali et le Niger. Or le plus grand nombre de terroristes transite par la zone des trois (03) frontières (Burkina-Mali-Niger). Le dernier poste frontalier tenu par l'armée était Seytenga, frontière du Niger, mais depuis l'attaque du 06 juin 2022, ce poste a été abandonné comme plusieurs avant celui-ci. Les burkinabè étaient ahuris ce 16 juillet 2022, à la lecture du tweet du journaliste de RFI au Mali Serges Daniel, faisant cas de « la découverte d'une mystérieuse et clandestine piste d'atterrissage pour avions au Burkina Faso ». Ce constat est révélateur de l'incapacité de l'Etat du Burkina Faso d'apporter des réponses efficaces à cette crise sécuritaire. Comment comprendre que depuis 2016, les populations subissent les violences tous azimuts des terroristes, et que jusqu'à présent il n'y a eu aucune acquisition de moyens logistiques adéquats pour contrôler les déplacements des GATS, les livraisons d'armes et autres équipements



nécessaires pour leur projet funeste. A cela s'ajoutent les disparitions des citernes et camions contenant des vivres et des engrais. Le 19 avril 2022, deux (02) citernes disparaissaient sur l'axe Kaya-Dori ; le 15 juin 2022, 14 camions contenant des vivres et surtout des engrais, produit nécessaire pour la fabrication des mines artisanales, disparaissaient dans la région de l'Est ; sans oublier les détournements d'autres véhicules contenant des marchandises diverses. Ces détournements qui ont l'allure de livraison inquiètent davantage les burkinabè et corroborent les assertions qui sous-tendent que même dans une crise aussi profonde, les dirigeants ne pensent qu'à leurs intérêts égoïstes.

Une désunion perceptible entre les FDS

Une crise sécuritaire qui conduit à la mobilisation des supplétifs de l'armée, suppose au préalable une union sacrée et une solidarité sans faille entre les FDS. Le constat sur le terrain traduit une autre réalité. Lorsqu'on se fie aux discours de l'Union Police Nationale (UNAPOL), son corps est marginalisé et sous équipé, ce qui l'empêche d'apporter sa contribution à la lutte contre le terrorisme. Lors d'une conférence de presse qu'elle a animée en septembre 2019, elle informait l'opinion publique que « *certaines armes réclamées par les unités opérationnelles de la police et acquises par le budget de la sécurité font l'objet d'une rétention par certains frères d'armes qui refusent qu'elles soient livrées à la police au motif qu'elle n'y a pas droit du fait de sa nature paramilitaire*¹¹ ». Récemment, le Chef d'état-major général de la Gendarmerie demandait de l'armement pour prouver la valeur de ses hommes¹². Lors du coup d'Etat de janvier 2022, la gendarmerie s'était montrée moins coopérative en extirpant le Président Roch Kaboré, et il a fallu d'après discussions et des garanties pour qu'elle remette le Président aux putschistes. Depuis cet épisode, ce corps semble peu équipé alors qu'il est en première ligne des combats contre l'ennemi. La désunion est perceptible à travers la passivité des autres corps lorsqu'un des leurs est attaqué. Hormis l'armée de l'air qui appuie de façon occasionnelle les différents corps en difficulté sur le terrain, il est rare d'apprendre que des militaires ont secouru

¹¹ Conférence relayée par les principaux médias du pays et disponible sur www.lefaso.net

¹² Lors d'une cérémonie d'hommage aux FDS au Camp Paspanga le 13 juin 2022, le Chef d'état-major de la Gendarmerie a lancé au porte-parole du Gouvernement « Allez-y dire au Premier ministre, allez-dire au président du Faso, que je commande des hommes d'honneur et j'ai besoin de moyens pour montrer de quoi ils sont capables



des gendarmes, et vice-versa. La lueur d'espoir vient de la création des « Forces Spéciales (FS) » le 02 juin 2021. Selon le décret portant création et organisation des FS, elle se compose des différentes entités de l'armée (militaires, gendarmes, unités spéciales etc.) qui composent une région militaire. Ce brassage pourrait contribuer à renforcer les liens entre ces différents corps et poser les bases pour une solidarité entre eux.

II. REPONSES DES GOUVERNEMENTS SUCCESSIFS

Le tâtonnement au sommet de l'Etat

Le Burkina Faso a basculé de pleins pieds dans le terrorisme sous le régime du Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP) du Président Kaboré. Sa gestion légère d'une crise aussi multidimensionnelle a été marquée par une incongruité et une illisibilité incroyable de la stratégie de lutte contre le terrorisme. De 2016 à 2021, les acquisitions majeures de ce régime restent les hélicos civils et les « blinder en carton¹³ ». Ce régime est en grande partie responsable de la situation actuelle du Burkina Faso. Des sources concordantes confirment qu'à l'orée des élections présidentielles de 2020, des négociations ont été engagées avec les GAT qui ont non seulement pu obtenir la libération des cadres mais aussi de très fortes sommes qui leur ont permis de s'équiper convenablement et de recruter de nouveaux membres, d'où leur grand nombre et leur présence sur l'ensemble du territoire. Si la situation était critique sous le MPP, avec l'avènement, en janvier 2022, du Mouvement pour la Sauvegarde et la Restauration (MPSR) dirigé par le Lieutenant Paul Henri Sandaogo DAMIBA, on s'enfonce dans l'abîme de jour en jour. Le MPSR monte en puissance à Ouagadougou et à Paris pendant que nous perdons continuellement du terrain, à telle enseigne que la deuxième grande ville du pays, à savoir Bobo-Dioulasso est fortement menacée. La chose la plus constante depuis le début de la crise est l'immobilisme et l'inertie au sommet de l'Etat. Les signes précurseurs, tout comme les alertes, sont transmis aux autorités compétentes, et comme elles ne se sentent pas en guerre, elles attendent la survenue du drame pour sortir avec des discours mielleux, qui n'ont d'ailleurs jamais connu un début de réalisation. Du massacre de Solhan¹⁴ et Inata¹⁵ jusqu'à celui de

¹³ Cette expression est utilisée pour désigner Sous l'ancien Ministre de la défense nationale Jean Claude BOUDA,

¹⁴ Dans la nuit du 4 au 5 juin 2021, 160 civils ont été massacrés par les GAT dans la commune de Solhan

¹⁵ L'attaque terroriste du 14 novembre 2021 à Inata (dans la province du Soum) a fait 49 gendarmes et 4 civils tués



Seytenga, les mêmes discours ont été servis et la réalité est que la majorité des burkinabè ne se fie plus aux propos des dirigeants, car ils manipulent les chiffres au point de contredire le communiqué du Gouverneur¹⁶, qui est pourtant le représentant direct du Gouvernement dans la région.

La réconciliation nationale sur fond d'impunité

Au regard du caractère multidimensionnel de la crise sécuritaire, les réponses à apporter ne doivent pas être que militaires. D'autres leviers importants peuvent contribuer à la lutte contre l'insécurité. Il peut s'agir de la réconciliation nationale. A la faveur du deuxième mandat du Président KABORE, un nouveau ministère chargé de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale a vu le jour et est même reconduit dans le Gouvernement de la transition. Il est indéniable que le Burkina Faso est attaqué majoritairement par ses propres fils¹⁷. Cela sous-tend que ces fils, qui ont rejoint le camp de l'ennemi, ont certainement beaucoup de griefs à l'encontre de l'Etat, qui peuvent se résumer à l'injustice sociale, la stigmatisation, la mauvaise gouvernance à travers l'absence de perspectives économiques etc. Ce constat est à l'origine de la nouvelle orientation donnée à la réconciliation nationale, à savoir le dialogue pour la renaissance de la fibre patriotique au sein de ce dernier. Il est important de tirer toutes les leçons des négociations menées par le MPP pour ne pas commettre les mêmes erreurs et s'attendre à des résultats nouveaux. Ce processus de réconciliation semble ne pas faire l'unanimité parce qu'il tend à promouvoir l'impunité, tout en oubliant que sans la vérité et la justice sociale, toute forme de réconciliation nationale demeure juste un leurre. On se rappelle du coup d'essai du MPSR en faisant revenir l'ancien Président Blaise Compaoré, pourtant condamné à la perpétuité dans le cadre du procès de l'assassinat du Capitaine Thomas SANKARA, pour une rencontre entre anciens chefs d'Etat au grand mépris de la décision judiciaire à son encontre. Cela contribue à discréditer la Transition qui, à défaut d'engranger des résultats probants dans le cadre de la restauration du territoire, opte pour des décisions politiques entravant la quête

¹⁶ Le communiqué du Gouverneur de la Région de l'Est annonçant le massacre d'au moins 50 civils à Madjoari a été remis en cause par le Porte-parole du Gouvernement qui annonce qu'aucune victime n'a été retrouvée après le ratissage

¹⁷ Crise sécuritaire au Burkina Faso : « Ceux qui nous attaquent aujourd'hui sont majoritairement des Burkinabè », Pr Augustin Loada, Lefaso.net, publication du 13 juin 2022



permanente des populations pour la justice. Or, cette injustice est un facteur important de basculement des burkinabè vers l'extrémisme violent. Par exemple, la région du Centre-Nord était épargnée par les attaques terroristes jusqu'au drame de Yirgou¹⁸. Tous les experts s'accordent sur le fait que le mutisme du Gouvernement face à ce massacre a ouvert les vannes du terrorisme sur cette région au point où Kaya, le chef-lieu de la région, est quadrillé par les GAT.

Aperçu sur quelques initiatives locales de négociation avec les GAT

Des expériences de négociation diversement appréciées ont précédé celles du Gouvernement. Il y'a eu d'abord l'expérience de la commune de Thiou. En 2019, le Maire accompagné du Conseil municipal, initie des négociations avec les GAT qui opéraient dans la région du Nord. Il s'est fondé sur le fait que ces GAT étaient composés majoritairement des fils de la commune, pour nouer des contacts qui ont abouti à la tenue de plusieurs rencontre afin recueillir les besoins des GAT. Certes, elle a été finalement vidée de sa population, mais le maire a pu sauver sa commune pendant quelques temps, contrairement aux autres communes frontalières qui avaient déjà été vidées. Dans une interview qu'il a accordée à Sidwaya, paru le 13 mai 2021, il avait loué cette initiative qui avait permis aux populations de la commune d'exercer leurs activités quotidiennes, à savoir l'agriculture, l'élevage et le commerce de façon générale. Sous les auspices de l'ONG Pro-médiation, plusieurs PDI sont réparties dans leurs localités d'origine à la faveur des échanges initiés entre les populations et les insurgés locaux¹⁹ qui ont aboutis à des « pactes de non-agression », facilitant le retour des déplacés et l'exploitation des zones de production et de pâturage. Il s'agit des communes de Arbinda, Kelbo, Baraboulé, Thiou et Pensa²⁰.

¹⁸ Suite à une attaque terroriste le 1/1/2019 contre le chef du village de Yirgou et 6 membres de sa famille, en guise de représailles la communauté peule a été la cible des koglwéogo avec un bilan officiel de 49 personnes tuées

¹⁹ Le terme « Insurgés locaux » renvoie aux fils de la localité qui ont rejoint les GATS

²⁰ Données recueillies lors de l'atelier de restitution du projet de renforcement des capacités de veille, d'analyse et de concertation multi-acteurs par la mise en œuvre des mécanismes de prévention et de gestion des conflits au Burkina Faso organisé par Promédiation



III. LES CONSEQUENCES EN CAS DE FAILLITE DES REPONSES

A quand le début de la guerre au Burkina Faso ?

Cette gestion calamiteuse de la crise sécuritaire expose le Burkina Faso à deux scénarios probables, à moins qu'on ne commence réellement la guerre, comme le disais Dr. Rassablaga OUEDRAORO, Directeur exécutif de Free Africa qui a soutenu à la télé qu'au regard des agissements des premières autorités (il est convaincu que le Burkina Faso n'a véritablement pas commencé la guerre). Ces scénarios probables sont, soit le sécessionnisme, soit la mise sous califat de tout le territoire.

Les GAT semblent plus méthodiques que les maîtres à penser au sommet de l'Etat. Ils commencent par harceler les populations qui abandonnent les bétails et autres vivres à leur portée, ils sabotent les installations de l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA) et de la Société nationale d'électricité du Burkina Faso (SONABEL) et incendient les pylônes des réseaux téléphoniques. Ils minent les voies d'accès et dynamitent les ponts stratégiques, exposant les populations à une détresse alimentaire et empêchant l'armée de se déplacer aisément. Ensuite, ils règnent en maître absolu sur la localité/ville, à l'instar de Sebba, qui est actuellement sous diktats des GAT. Après la région du Sahel qui s'éloigne de Ouagadougou, à qui le tour ? Bobo-Dioulasso ? Nouna ? Kompienga ? Koulpélogo ? etc. Des menaces persistantes visent ces localités sans que ceux de Ouagadougou ne bougent pour contrer ces projets funestes d'isolement des villes. Selon les informations recueillies par Pro-médiation et relayées sur les réseaux sociaux le 11 juillet 2022, la capitale reste dans le viseur des GAT qui projettent de l'attaquer, d'ici décembre 2022, après avoir isolé la deuxième ville à savoir Bobo-Dioulasso. Le contraste est que tout cela ne semble préoccuper le MPSR qui est plutôt concentré sur la restauration du régime du CDP, vomi par le peuple en octobre 2014. La crainte est importante, si bien que les Burkinabè seront certainement heureux de constater le sécessionnisme plutôt que le déclin total, à savoir la mise sous Califat de l'ensemble du territoire.



Des ébauches de solutions

Pourtant, nous avons les capacités et les ressources nécessaires pour sauver les meubles. Il suffit que le « Commandant en chef » reconsidère ses priorités en se focalisant sur les objectifs du putsch, à travers un engagement ferme à l'encadrement technique et l'équipement de ses frères d'armes. Même le Togo qui commence à subir les incursions des GAT vient d'acquérir des drones de nouvelle génération pour la surveillance de ses frontières. Le Burkina Faso subit cette crise depuis 7 ans et même l'arrivée des militaires au pouvoir n'a pu accélérer l'acquisition des moyens logistiques adéquats. Toujours pas de drones, pas d'hélico de combat, et rien pour permettre à nos braves FDS de prouver leurs valeurs sur le terrain. Seul cet engagement ferme du MPSR suscitera une adhésion des populations à la cause de la mère patrie, car les burkinabè sont conscients de la déliquescence de l'Etat et du péril qui se profile à l'horizon. Espérons que les derniers résultats engrangés dans le Centre-Nord et le Sahel courant juillet 2022 soient les prémices d'une vraie montée en puissance de l'armée, comme le soulignent les discours livrés par le Commandant du Théâtre des opérations sur les différents médias. Du nouveau statut des supplétifs de l'armée à la délimitation des zones d'intérêt militaire, les Burkinabè croisent les doigts pour que ces mesures tranchent avec le folklore qui a été servi depuis l'avènement du MPSR.

Certaines initiatives locales méritent d'être renforcées et promues. Si la bravoure des Foulés a longtemps été saluée, sans accompagnement du Gouvernement, la résilience et la capacité de résistance des populations du Sud-Ouest doivent être renforcées et soutenues. En effet, les Foulés ont longtemps résisté aux GAT dans le Centre-Nord, le Nord et le Sahel, mais à force d'être acculés et faute de soutien conséquent des FDS, certains ont dû se déplacer vers des zones mieux sécurisées. L'exemple du Sud-Ouest mérite un meilleur traitement, afin de produire des émulations pour la défense du territoire dans les autres localités en proie aux incursions terroristes.



Recommandations

- Accélérer l'acquisition des drones et des hélicos de combat pour assurer une montée en puissance de l'armée ;
- Repenser la réconciliation nationale pour se conformer aux triptyques « vérité-justice-réconciliation » afin d'éviter la promotion de l'impunité ;
- Sécuriser les villes menacées (Ouahigouya, Bobo-Dioulasso, Kaya, Dori, et.). Il y va de l'honneur du MPSR de tenir au moins ces villes même s'il est vraisemblablement incapable de reconquérir les communes tombées sous le règne du MPP ;
- Soutenir et renforcer les initiatives locales de sécurisation des communes et villages car une guerre qui se mène sous forme de guérilla nécessite une collaboration saine entre FDS et populations et surtout la capacité de résister desdites populations aux incursions des GAT.

BIOGRAPHIE

- Rapport 2021 de OCHA sur la situation sécuritaire du Burkina Faso.
- www.fragilités.gov.net,
- « Jeter les bases d'une paix durable au Burkina Faso », Interpeace, 2021.
- Rapports annuels 2020 et 2021 de l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires (ONAPREGECC).